

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCOPELEC

1 rue Saint-Martin
81540 Sorèze

Références : 61/2026-004
Code AIOT : 0005306786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement SCOPELEC implanté Route d'Aubusson 61100 Saint-Georges-des-Groseillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Scopelec qui exploitait des installations relevant de la législation des installations classées sur la commune de Saint-Georges-des-Groseillers (61100) a été placée en liquidation judiciaire à compter du 28/12/2022.

La société Scopelec avait fait l'objet d'une reconnaissance d'antériorité d'exploitation d'une

installation classée pour la protection de l'environnement en date du 05/04/2012 et d'un arrêté de prescriptions complémentaires d'autorisation en date du 12/07/2012 pour une activité d'entreposage de poteaux télécoms, relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux).

Suite à la liquidation judiciaire, une reprise d'activité a été réalisée par la société Circet. La société Circet est spécialisée dans les infrastructures de télécommunications fixes et mobiles (ingénierie, déploiement, installation et maintenance).

Par courrier du 26/06/2023, la société Circet a notifié l'arrêt définitif des installations situées à l'adresse : ZA de la Valette à Saint-Georges-des-Groseillers à compter du 01/07/2023.

Dans ce même courrier, il était indiqué que la société allait transmettre les documents attendus dans le cadre de la cessation d'activité et que la société avait fait appel à un bureau d'études pour engager les actions attendues or, à ce jour, malgré plusieurs échanges et relances par la DREAL, l'attestation de mise en sécurité du site (ATTES-SECUR) n'a pas encore été transmise.

L'inspection visait à faire un point d'avancement sur la procédure de cessation d'activité au titre des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCOPELEC
- Route d'Aubusson 61100 Saint-Georges-des-Groseillers
- Code AIOT : 0005306786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Transit / regroupement de poteaux télécoms.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité - Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la procédure de cessation d'activité est en cours de finalisation. Sous réserve que l'ATTES-SECUR et l'ATTES-MEMOIRE soient transmis dans les meilleurs délais et sous deux mois au plus tard, la DREAL ne propose pas de sanctions à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité - Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de constater que le site est clôturé et qu'un portail fermé au moyen d'une</p>

chaîne et d'un cadenas permet d'empêcher l'accès. Le bâtiment est également fermé à clé.

Le site dispose d'une alarme anti-intrusion à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments. Un représentant de la société qui assure le gardiennage était d'ailleurs présent pour permettre l'accès au site et aux locaux.

La visite sur site a permis de constater que tous les déchets et produits ont été évacués (torets, poteaux, etc.). Des opérations de nettoyage ont été réalisées courant décembre 2025 à l'intérieur des bâtiments qui sont vides et propres (cf. photos ci-dessous).

Pour répondre à la demande de la DREAL, la société Circet a mandaté un bureau d'études pour réaliser un diagnostic de pollution de sols. L'inspection a pu constater que des prélèvements à la tarière ont effectivement été réalisés. Le rapport final a été transmis suite à la visite (rapport Socotec réf.A1427/25/172 du 10/0/2025). Le rapport conclut comme suit :

"Ce diagnostic s'est traduit par la réalisation de 15 sondages de sols dirigés jusqu'à 2 m de profondeur maximum et la recherche de composés traceurs de pollution de l'ancienne activité (hydrocarbures, métaux...). Les résultats d'analyses ont mis en évidence de légères contaminations pour certains métaux et hydrocarbures, mais les teneurs rencontrées sont peu significatives. L'état du site est donc considéré comme compatible avec un usage tertiaire ou industriel et la contamination des sols n'induit aucun impact environnemental.

A ce titre, il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre de mesure de gestion et donc de travaux de dépollution. SOCOTEC Environnement recommande de poursuivre la démarche de cessation d'activité et de garder en mémoire cette étude afin qu'elle puisse être transmise à qui de droit et annexée aux futurs actes de vente."

L'exploitant a indiqué au cours de la visite qu'il reste un point à régler préalablement à la délivrance de l'attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR), procéder au nettoyage du débourbeur/déshuileur présent sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux investigations et travaux réalisés, la DREAL demande à la société Circet de lui transmettre sous un délai de 2 mois l'Attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) ainsi que l'attestation mémoire (ATTES-MEMOIRE) prévue à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois